

Référendum 1995

Une difficile course à obstacles

Jean-Herman Guay
Science politique, Université de Sherbrooke

Pierre Drouilly
Sociologie, Université du Québec à Montréal

Pierre-Alain Cotnoir
Éthologiste

Pierre Noreau
Sciences sociales, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Depuis plus de trois ans, nous avons collaboré à plusieurs séries de sondages pour le compte de plusieurs partenaires de la famille souverainiste. Lors du référendum de 1992, au moment de l'élection fédérale de 1993 et encore à l'hiver et au printemps 1995, on nous a demandé de procéder à des analyses cognitives de l'opinion publique. Nous avons développé des modèles où l'on trouve des estimateurs de la conviction souverainiste, des profils d'individus ou des indices de fragilité du vote, en vue de relever des tendances profondes de l'opinion. Nous avons eu, au cours des derniers mois, plusieurs fois l'occasion de présenter nos résultats aux décideurs politiques. Avons-nous été écoutés? Oui et non. Si nous nous exprimons publiquement, ce n'est pas pour révéler ce qui doit demeurer confidentiel, ce n'est pas pour jouer aux prophètes de malheur, mais pour rappeler de simples évidences. Si l'enjeu était une élection ordinaire, nous nous serions tus. Mais tel n'est pas le cas!

Le trio PQ-BQ-ADQ a décidé d'aller de l'avant, certains stratèges les ayant convaincus que les vents soufflaient du bon côté et que dès à présent une courte, mais néanmoins réelle majorité de 52% serait favorable à l'entente tripartite. C'est donc avec une certaine assurance que messieurs Parizeau, Bouchard et Dumont sont montés sur les planches à Alma en vue de lancer leurs troupes dans la grande bataille, la bataille des batailles. Ils anticipent la victoire; ils risquent, croyons-nous, de rencontrer une dure défaite. Pourquoi? Trois obstacles doivent être mis en lumière.

Premier obstacle: la trompeuse indécision

Depuis l'élection de 1970 jusqu'à celle de 1994, en passant par les référendums de 1980 et de 1992, les sondages ont presque toujours donné quelques points de plus aux nationalistes que ce qu'ils ont finalement recueilli. En 1970 on attendait 29%, on a obtenu 23%; en 1976 on attendait 44%, on a récolté 41%; en 1994 on escomptait un appui populaire de 47%, le résultat fut de 45%. Mais il y a pire, en 1980 on escomptait 48%, ce ne fut que 40%. Chaque fois, la soirée des élections est un peu décevante pour les nationalistes, même lorsqu'ils gagnent. L'erreur est simple.

La plupart des commentateurs répartissent les indécis proportionnellement aux résultats bruts de chaque camp. Pourtant une analyse rigoureuse nous indique qu'au mieux les forces nationalistes recueillent le tiers des indécis, assez souvent le quart et parfois même un peu moins. En fait les indécis ne sont pas sans opinion; ils sont des répondants discrets, et le plus souvent des fédéralistes, qui pour mille raisons (l'âge, la scolarité ou une certaine culture politique) préfèrent se taire. Ainsi *La Presse* du 25 juin dernier titrait que le OUI est en avance sur la base d'un sondage CROP. Il faut se méfier. La répartition brute est: 45% pour le OUI, 41% pour le NON et 14% d'indécis; avec un répartition proportionnelle des indécis, le OUI se retrouve en avance avec 52% contre 48% pour le NON, mais lorsqu'on opte pour une hypothèse plus réaliste (le quart des indécis au camp souverainiste) le NON l'emporte avec presque 52%. Le retournement est donc complet.

Deuxième obstacle: l'inévitable érosion

Il y a plus encore. Certains estiment que la cause souverainiste gagne quelques points depuis quelques mois. La signature de l'entente y aurait contribué. De là on conclut que les tout récents vents sont désormais favorables. Cette analyse manque cependant de perspective. Certes, plus on ajoute d'éléments «associatifs» au projet proposé, plus les Québécois sont rassurés et plus ils sont enclins à appuyer le projet. L'idée d'un nouveau partenariat économique et surtout politique est donc susceptible de susciter plus d'adhésions qu'un projet strictement souverainiste. La combinaison semble donc à première vue gagnante. Ce calcul n'est pas faux, mais il ne tient pas compte du jeu de l'adversaire. En fait ces appuis sont conditionnels. Tout partenariat implique l'accord de l'autre, du partenaire fédéral; or celui-ci clamera, tant et plus, qu'il le rejette. Qui en douterait? La conséquence, pour le camp du OUI, sera toute simple: le niveau d'appui retombera à celui qu'aurait obtenu la souveraineté toute seule, dans sa formule la plus pure. Le virage du printemps dernier est porteur d'un mirage dont les nationalistes doivent se méfier. N'est-ce pas un peu ce qui s'est passé en 1980 avec le

«mandat de négociateur»? En bout de ligne, on votera sur le fond de la question: pour ou contre la souveraineté.

On oublie très souvent que le centre de l'électorat est plus fragile, plus volatil, qu'il est moins politisé et qu'en ce sens, bien des gains qu'on croit solides peuvent s'effriter. Ce phénomène n'est pas unique à la cause qui nous préoccupe. Une fois dans l'isoloir un certain nombre d'électeurs ont un réflexe conservateur; on préfère ce qui est connu au risque. Il se produit donc une érosion inévitable.

Si l'on combine les deux premiers obstacles, les faux indécis et l'effet de tassement, les souverainistes devraient être très inquiets. Reste un dernier obstacle, plus fondamental.

Troisième obstacle: la fragile conviction

Un grand nombre de Québécois, dont le vote sera décisif pour atteindre les 50%, sont toujours attachés au Canada et plusieurs d'entre eux estiment qu'il faut donner une dernière chance au renouvellement du fédéralisme canadien. En bout de ligne, la communauté canadienne est plus réelle que ce que croient bien des souverainistes. Beaucoup de Québécois ne se sentent pas assez différents des autres Canadiens pour revendiquer avec force et enthousiasme un pays bien à eux. Tel est du moins l'état de l'opinion publique. Ils se seraient largement contentés d'une reconnaissance constitutionnelle de la distinction québécoise. Ils devinrent souverainistes lorsqu'en 1990 on leur refusa cette reconnaissance. Ce sentiment s'exprima par l'élection du Bloc québécois puis par celle du Parti québécois, mais s'essouffla progressivement devant les inquiétudes économiques et le sentiment que leur avenir dépend d'eux et non de l'État, quelle que soit sa forme. En fait, depuis plus de dix ans le sentiment souverainiste a vu ses fondements se fragiliser. Le nationalisme moderne, du moins celui qui prédominait depuis la Révolution tranquille s'appuyait sur deux piliers: la langue et l'État. Faire face à la menace linguistique et utiliser pleinement et entièrement les outils d'un État moderne, voilà les deux éléments qui ont suscité le plus de mobilisation au cours des trois dernières décennies.

Or, depuis quelques années, l'insécurité linguistique s'est estompée. Les lois 101 et 178 établissent un *modus vivendi*. Un sondage de Radio-Canada démontrait que la plupart des Québécois estimaient que le français n'est plus menacé et seul un très petit nombre d'entre eux croyaient que le français se porterait mieux dans un Québec souverain. Très peu de gens remettent en question l'équilibre trouvé au cours des dernières années. Les péquistes, de toute évidence, n'en font pas un cheval de

bataille; la défense de la langue française était même absente de l'avant-projet de loi. Des craintes persistent, surtout à Montréal, mais peu de Québécois pensent que l'État puisse faire tellement plus. En utilisant pleinement l'espace que lui accorde la constitution canadienne, les gouvernements du Québec (libéraux et péquistes) sont parvenus à rassurer les Québécois. Et, du même coup, est tombé un des motifs de base pour faire la souveraineté.

Il en va de même du côté du nationalisme étatique. Dans l'opinion et le discours, l'État n'apparaît plus comme un outil de développement aussi puissant qu'il y a quelques années. Pour plusieurs, il faut réduire le poids de l'État. Pour le plus grand nombre, l'État n'est plus cet outil privilégié du développement; il a perdu sa marge de manœuvre; il n'est plus porteur de grands projets. A quoi bon rapatrier tous ces outils, si de toute manière on ne peut guère les utiliser? Voilà la question qui surgit. L'État a donc cessé d'exercer son effet mobilisateur et toute la classe politique apparaît aux yeux du plus grand nombre comme impuissante à agir et à régler les problèmes. C'est ce qu'exprime le cynisme quotidien de nos concitoyens. Cela ne signifie pas que les Québécois soient satisfaits de tout, bien au contraire. Mais pour le plus grand nombre d'entre eux, la solution n'est plus seulement politique, mais individuelle ou encore le fruit de l'acharnement de groupes d'intérêt. On désire le changement, mais on ne croit plus que le politique soit une panacée.

Le nationalisme étatique et le nationalisme linguistique n'étant plus, nombre de nos concitoyens se disent: pourquoi donc? pourquoi faire la souveraineté? L'indépendance nationale n'apparaît plus porteuse d'un projet de société parce que les deux murs porteurs du projet nationaliste n'exercent plus la même fonction architecturale; le premier, la langue, a acquis une autonomie par rapport à la souveraineté; l'autre, l'État, est largement fissuré.

La conséquence est celle-ci: non seulement le projet semble reposer sur des bases fragiles mais en plus il ne provoque plus d'emballement. C'est ainsi que bien des militants souverainistes de la première heure sont devenus "tièdes", "sceptiques" ou "prudents"; ils voteront pour le OUI, mais sans trop d'ardeur. À l'orée d'une campagne référendaire, ils ont cessé, en grande partie, d'être des propagandistes enthousiastes de la cause. Au bureau, à l'usine, dans les rencontres de famille ou d'amis on ne parle plus de souveraineté. Il n'y a pas que la souveraineté qui soit emportée par l'indifférence: tous les grands projets sociaux ont subi le même sort. Or, il faut un plus grand sens de l'engagement pour changer les choses que pour les gérer et c'est cette mobilisation nécessaire que l'équipe souverainiste n'a pas, ou n'a plus, ou n'a pas encore.

Que faire?

Bien des péquistes comptent un peu magiquement sur la conjoncture référendaire des prochaines semaines pour rallumer la flamme. Des événements fortuits peuvent en effet produire des conséquences inimaginables en campagne électorale. Une mauvaise déclaration d'un dirigeant politique fédéraliste, une conversation privée diffusée sur les ondes ou encore une déclaration d'appui de Robert Bourassa (sic) au projet de Parizeau, pourraient peut-être renverser l'allure des courbes décrivant les tendances de l'opinion publique depuis un an. Des retournements sont possibles. La victoire relèvera alors de l'accidentel et lorsqu'il s'agit non pas d'élire un parti, mais de créer un pays, il faut se méfier des stratégies qui se fondent sur des événements imprévisibles, qui relèvent davantage de la conjoncture que des structures de l'opinion. Faut-il le rappeler, il est plus facile de défendre le statu quo qu'un projet de changement. On risque plus de gaffer en défendant l'entente tripartite qu'en défendant le statu quo. Dans le premier cas, il faut apporter des nuances et des assurances; dans l'autre, il suffit d'un slogan simple et direct: «NON à la séparation du Québec»!

La volonté de monsieur Parizeau d'aller de l'avant, de trancher ce nœud gordien, et de soulever un débat populaire est plus qu'honorable; il est l'un des rares à tenir la route, à maintenir le cap. On ne peut dire de lui qu'il est une girouette. Avant d'enclencher le processus à l'Assemblée nationale, il sera placé devant un dilemme important: ou bien il prend le risque, en comptant sur l'extraordinaire, en sachant que l'occasion ne reviendra pas de sitôt, mais il saura fort bien qu'il met en péril la "police d'assurance des Québécois" selon l'expression de René Lévesque; ou, au contraire, il pourra lucidement constater qu'il n'a pas la mise, du moins actuellement, pour livrer la bataille et créer le pays attendu. Mais ce choix, il n'y a pas que le premier ministre qui devra le faire; il sera également le choix de tous les députés qui appuieront la démarche législative. Il faut peut-être prendre acte que la victoire est beaucoup trop improbable pour tenir la consultation attendue. On ne parviendra à rien sans un important recadrage de la question nationale et sans ce facteur qui accompagne tous les grands changements: le temps.